



BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
COMPTE: COODIFF 001-0414791-95 - BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence AGENGE INFO-TÜRK

PERIODIQUE MENSUEL
3ème année - Décembre 978
Gén. 79 - Français 26

Abonnement annuel
Belgique 200 FB
Etranger 250 FB

LA REDACTION DE L'AGENCE INFO-TÜRK VOUS
ENVOIE SES MEILLEURS VOEUX DE NOUVELLE
ANNEE ET VOUS SOUHAITE SUCCES ET BONHEUR

1978: ANNEE DE L'ACCELERATION DE L'ESCALADE FASCISTE EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Le peuple de Turquie confronté à l'escalade de la terreur fasciste, à une inflation croissante, à un manque de stabilité économique espérait au début de cette année que le nouveau gouvernement social-démocrate de Monsieur Bülent Ecevit pourrait résoudre en ensemble croissant de problèmes accumulés pendant les quatre années du gouvernement de droite de coalition "Front Nationaliste".

Malheureusement, après une année, les masses populaires sont à nouveau déçues car elles n'ont pu bénéficier des réformes promises par Ecevit avant d'arriver au pouvoir.

Après 11 mois de pouvoir, non seulement le gouvernement n'a pas réalisé ses promesses, mais encore sa politique a eu comme conséquences l'augmentation de la terreur fasciste, un niveau record d'accroissement des prix, et une dépendance plus grande que jamais de la Turquie envers l'impérialisme.

Un tableau plus détaillé des 11 mois de pouvoir social-démocrate du Parti Républicain du Peuple (CHP) montre les motifs de désappointement des travailleurs:

1. Le nombre total de victimes de la violence politique en 11 mois est de 738 personnes, tandis qu'il était de 446 en 32 mois de gouvernement de "Front Nationaliste". Evidemment, cette violence politique est provoquée et exécutée par les forces "obscurées" d'extrême-droite dans le but de pousser les Forces Armées à prendre le pouvoir et à établir un régime dictatorial. Néanmoins, le gouvernement du socio-démocrate CHP a été incapable de prendre des mesures ./.

efficaces contre ces forces. Au lieu de former une alliance démocratique avec d'autres forces progressistes contre les menaces du fascisme, le gouvernement a montré une attitude conciliante envers les milieux de droite.

2. De plus, sous prétexte de prendre des mesures pour arrêter la violence politique, le gouvernement a préparé de nouvelles lois afin de limiter la liberté d'association. Tandis que les activités occultes de la sinistre organisation de Contre-Guérilla, cerveau de la violence politique, sont tolérées et que les commandos de "Loups Gris" du parti néo-fasciste MHP ne sont pas poursuivis de manière efficace, les associations progressistes sont dissoutes par ordre du gouvernement.

3. Malgré l'engagement d'annuler toutes les lois et pratiques anti-démocratiques, le gouvernement d'Ecevit a gardé des articles fascistes du Code Penal comme les articles 141 et 142 et des progressistes sont encore jugés et condamnés devant les tribunaux sous le prétexte d'"avoir propagé le communisme". Le nom de "parti communiste" est encore hors-la-loi et la Turquie est actuellement le seul pays d'Europe à avoir une telle pratique anti-démocratique.

4. A cause de la politique inflationniste, les prix de nombreux biens de consommation ont augmenté d'environ 100% en 11 mois. Quoiqu'il ait promis dans son programme de gouvernement une politique économique et financière indépendante pour la Turquie, le Premier Ministre Ecevit a cédé aux pressions du Fonds Monétaire International (FMI) et a dévalué fortement la lire turque, d'abord de 30% et puis des plus petits pourcentages.

5. La dette extérieure de la Turquie s'élève à 19 milliards de dollars, pour 12,7 milliards de dollars l'année précédente. Au lieu de diminuer les dépenses militaires et de suivre une politique internationale de neutralité et de paix, le gouvernement d'Ecevit a maintenu la dépendance de la Turquie envers l'OTAN, qui est la cause de lourds sacrifices pour le peuple. Après avoir signé de nouveaux accords militaires avec les Etats-Unis et réouvert des bases militaires en Turquie, M. Ecevit a accepté dernièrement de donner à l'OTAN une nouvelle base dans la province de Konya pour les radars volants AWACS. Ainsi, M. Ecevit semble avoir oublié son si important "concept de défense nationale" qui prévoyait la fin de la dépendance envers les blocs militaires.

Aussi long temps que la Turquie reste sous l'hégémonie de l'impérialisme des Etats-Unis et des blocs militaires, il sera impossible de venir à bout des problèmes économiques et financiers et d'arrêter l'accélération de l'escalade fasciste.

Dans ces circonstances, Monsieur Ecevit et son parti ont perdu leur image d'"espoir" pour des masses populaires. Aussi, les masses deçues commencent à envisager d'autres alternatives qui pourraient déboucher sur une alternative à long terme.

Cette situation aura pour conséquence l'année prochaine d'une part, l'accélération de l'escalade fasciste, et d'autre part la croissance du mouvement socialiste. Les parties désespérées de la population pourraient être attirées par les slogans de "la loi et l'ordre" du mouvement fasciste et le Parti d'Action Nationaliste (MHP) pourrait augmenter son influence. C'est un grand danger pour le futur de la Turquie. Néanmoins, les ouvriers et les paysans pauvres chercheront une issue par le renforcement du mouvement socialiste et l'année prochaine verra la montée d'un parti socialiste.

Ainsi, la lutte de classe en Turquie prendra de plus grandes dimensions dans tous les domaines: politiques, sociaux et économiques. Il n'y a pas de doute que le mouvement socialiste donnera à court terme son soutien au gouvernement chaque fois qu'il est menacé par les forces fascistes quoiqu'il combattra aussi dans une perspective plus large contre l'attitude conciliante du pouvoir socio-démocrate et pour un ordre socialiste. (M-C-Y-DG-HO-15/12)

RAPPORT DE L'OCDE: "DES JOURS PENIBLES ATTENDENT LA TURQUIE"

ANKARA (ITA) - L'Organisation de Coopération Economique et de Développement (OCDE) a publié un rapport sur l'économie en Turquie, prévoyant un futur difficile pour ce pays.

Le rapport dit:

"Le programme de stabilisation adopté au début de 1978, qui était soutenu par le Fonds International Monétaire (FMI) a déjà marqué sévèrement l'économie Turque par rapport à la situation antérieure. Néanmoins, l'inflation s'est accrue très fort. Dans ces circonstances, la politique de restrictions doit être continuée. Une des malheureuses conséquences indirectes de ces restrictions, c'est que le chômage -qui est déjà très haut par rapport aux critères Européens- a augmenté encore et que la capacité d'utilisation dans l'industrie est descendue en dessous du niveau normal. A cause du goulot d'étranglement des échanges extérieurs qui continue (malgré la réduction du déficit du compte courant d'environ 1 milliards de dollars) et des difficultés à obtenir des crédits neufs pour le commerce, la Turquie pourrait courir le danger de tomber dans une récession prolongée. Il y a des indications que les exportations sont mises en danger par des réductions de matières premières et de pièces détachées qui doivent être importées. Une augmentation des crédits pour le commerce extérieur est donc fort nécessaire.

"A long terme, un haut taux de croissance économique est évidemment nécessaire pour augmenter l'emploi et le niveau de vie. Il est essentiel que le manque de ressources soit réduit et l'efficacité encouragée. C'est dans de telles conditions qu'une forte croissance pourrait être soutenue et compatible avec un haut degré de stabilité financière externe et interne. Des changements dans les orientations politiques -comme ceux qui sont actuellement envisagés ou effectués par les autorités Turques- seront nécessaires pour obtenir de manière continue un haut taux de croissance en Turquie;

"a. Une plus grande liaison aux forces de marché dans le cadre général de la planification économique augmenterait l'efficacité du système et l'allocation des ressources. De nouvelles mesures politiques sont nécessaires pour traiter le problème de la croissance de population, les migrations sauvages de la campagne vers les villes et le fort chômage structurel. Il serait important de créer de meilleurs revenus en agriculture par la diversification du système, notamment le développement de production d'élevages moderne, l'expansion de l'irrigation, la fourniture régulière d'équipements de ferme et de crédit agricole, et un marketing plus efficace. Le développement de l'économie a été tout le temps interrompu par les difficultés de la balance des paiements et l'inflation interne.

"b. Une plus grande ouverture aux forces de compétition du marché serait particulièrement importante pour l'industrie.

"c. Le maintien d'un plus haut taux d'investissement nécessitera une politique d'encouragement de l'épargne. Et le développement d'un marché de capitaux pourrait compenser l'offre déficiente d'épargnes disponibles.

"d. Les revenus du gouvernement doivent être augmentés par couvrir les dépenses publiques.

"e. Une plus grande priorité doit être accordée à l'accroissement des exportations. Cela signifie que des incitants importants à l'exportation doivent exister.

"f. L'investissement direct de l'étranger doit être envisagé non seulement comme source possible d'exportations plus conséquentes, mais aussi comme un moyen important pour introduire des méthodes de gestion modernes, de nouvelles techniques et technologies dans une économie qui en a besoin.

"Les changements de politique nécessaires pour rendre plus efficaces l'économie Turque, le marché des capitaux, à la fois publics et privés et remédier à d'autres ressources trop faibles, seront nombreux; on avancera déjà dans cette voie en changeant les réglementations administratives, les lois qui gèrent les opérations des entreprises et institutions publiques, en leur donnant une plus grande liberté de choix et en redistribuant et définissant de manière correcte les responsabilités des départements gouvernementaux et de leurs bureaux."

De fait, le rapport de l'OCDE met en avant les mesures déjà imposées par le FMI et la Banque Mondiale, avant d'attribuer de nouveaux crédits à la Turquie.

(DN-DG-HO-15/12)

LE FMI DEMANDE UNE NOUVELLE DEVALUATION POUR LA TURQUIE

ANKARA (ITA) - La Turquie a commencé une nouvelle série très importante de négociations avec le Fonds Monétaire International (FMI) avant le versement de la troisième tranche d'un crédit de soutien de 450 millions de dollars. Le FMI s'est déclaré "insatisfait" des prestations économiques de la Turquie depuis que ce pays a reçu un accord de crédit de secours de deux ans de la part de cette organisation internationale de prêt en mars dernier.

Cette critique a été également exprimée par d'autres organisations internationales comme l'OCDE et la CEE.

En attendant de nouveaux avantages économiques et financiers de la part des Etats-Unis comme récompense pour la réouverture des bases militaires américaines en Turquie, le Premier Ministre Ecevit a aussi demandé à la CEE une aide économique de 8,1 milliards de dollars pour les 5 prochaines années.

Pendant la rencontre avec les représentants de la CEE en octobre, la délégation turque a déclaré que ce dernier montant constituerait une "partie importante" des 15,4 milliards de dollars en monnaie forte dont la Turquie a besoin pour réaliser les objectifs de son 4ème plan de 5 ans.

Les responsables de la CEE ont déclaré que la Communauté ne pourrait accorder un tel crédit, il devrait être approuvé et garanti par chaque membre de la communauté. Quant aux pays de la CEE, ils ont fait comprendre que pour recevoir un tel crédit, la Turquie devrait appliquer les mesures énoncées par le FMI.

La condition principale imposée par le FMI est une dévaluation de 40%. Les milieux politiques et économiques à Ankara sont unanimes pour dire qu'il est "inévitabile" que le gouvernement Ecevit annonce une nouvelle dévaluation. En effet, la délégation du FMI en visite à Ankara a indiqué que la dévaluation de 30% faite en Mars n'a pas donné les résultats attendus car certaines mesures d'appoint n'avaient pas été prises. Ils déclarèrent au contraire qu'il y avait eu des conséquences néfastes puisque les prix n'avaient pas été contrôlés.

La délégation du FMI a demandé aussi une diminution des dépenses publiques et une augmentation des prix des produits des entreprises publiques.

Le Fonds demande aussi de freiner l'augmentation des salaires et de la consommation en Turquie.

Le Premier Ministre Ecevit a montré clairement qu'il trouvait les propositions du FMI très sévères et qu'elles ne prenaient pas en considération les phénomènes politiques et sociaux. Dans un discours au congrès de son parti, M. Ecevit dit: "Certains de nos amis et certaines institutions financières ne comprennent pas que les problèmes économiques de la Turquie sont actuellement liés étroitement avec ses problèmes sociaux et politiques."

Néanmoins, M. Ecevit préfère rester dans le cadre du bloc impérialiste et accorder de nouvelles concessions en espérant avoir de nouveaux crédits.

Dernièrement, au Conseil des Ministres de l'OTAN, la Turquie a accepté de donner une base militaire dans la province de Konya pour les radars volants AWACS. En échange, à la demande du Secrétaire Général Monsieur Luns, le Conseil a décidé d'accorder une aide économique à la Turquie comme au Portugal. Malgré cette décision, la réalisation de cette aide économique dépend encore de la décision de chacun des pays membres.

Ainsi, quand on examine le volume des dettes de la Turquie envers l'étranger et le goulot d'étranglement des échanges, il n'y a pas d'autre solution pour le gouvernement Ecevit que d'accepter les conditions du FMI, aussi longtemps que la Turquie reste dépendante du système impérialiste. (C-DG-HO-15/12)

LA TURQUIE ACCORDE PLUS DE FACILITES AU CAPITAL ETRANGER

ANKARA (ITA) - En rompant avec la tradition d'un demi siècle, les actuels planificateurs économiques de la Turquie préparent des conditions plus faciles d'entrée pour le capital étranger privé.

Sous un nouveau "Code d'Investissement étranger" préparé par l'Organisation de Planification de l'Etat et les institutions qui y sont liées, le gouvernement Ecevit espère recevoir 1,2 milliards de dollars d'investissement privé.

Au début de cette année, d'après les chiffres officiels, le total du capital privé investi en Turquie était de 100 millions de dollars. Ce capital était investi dans des entreprises comprenant un capital total de 250 millions de dollars.

Ce capital étranger est concentré dans les domaines de la chimie, l'automobile, l'industrie électronique. Ce sont les intérêts français qui sont les plus importants en ce qui concerne les sommes investies, l'Allemagne de l'Ouest la plus représentée dans le nombre de compagnies avec une part de capital étranger, les Etats-Unis les suivent de près dans chacune de ces deux catégories (Voir: Statistiques sur les investissements étrangers en Turquie, BULLETIN du février 1977).

Dans un interview cette année, le délégué des USA Ronald Spiers avertit que si la Turquie ne faisait pas bon accueil aux investissements et sociétés étrangères, elle ne pourrait plus se plaindre ensuite d'un manque de capital. Il recommanda une libéralisation des comportements de la Turquie envers le capital étranger.

D'un autre côté, le Département d'Etat des Etats-Unis informa le gouvernement Turc que si les investissements américains en Turquie étaient nationalisés, cela créerait de très sérieux problèmes dans les relations entre les deux pays.

M. Bilsay Kuruç, chef de l'Organisation de Planification d'Etat, fut cité dans un récent interview où il déclarait:

"Le Code a été préparé pour montrer que nous avons une attitude nouvelle, concrète et favorable envers le capital étranger." (C-DN-DG-HO-29/11)

NOUVEAUX ACCORDS COMMERCIAUX ET CULTURELS TURCO-SOVIETIQUES

MOSCOU (ITA) - La Turquie et l'Union Soviétique ont signé le 30 novembre 1978 un accord commercial de 3 ans qui multipliera le volume commercial entre les deux pays par 2,5 à la fin de 1981.

A la cérémonie de signature le Ministre Turc Köprülüler déclara que l'accord permettra au commerce Turco-Soviétique d'atteindre la somme de 1,275 millions de dollars pour les 3 ans.

D'autre part, en octobre 1978, pendant la visite du Ministre de la Culture Turque M. Ahmet Taner Kışlalı en Union Soviétique, un accord de coopération culturelle fut conclu. Ce nouvel accord améliorera la coopération par des projets de coproductions cinématographiques, une assistance Soviétique dans la restauration de trésors historiques Turcs, des échanges de livres, et la production de disques Turcs en Union Soviétiques.

En Novembre 1978, un protocole de coopération Turco-Roumain a été signé pendant la visite du premier ministre Turc en Roumanie. D'après ce protocole, la coopération économique entre ces deux pays sera accrue afin de couvrir les domaines de fabrication de machines, transports, agriculture, tourisme et commerce avec les pays du Tiers Monde. (C-M-DN-DG-HO-15/12)

UN PROFESSEUR D'UNIVERSITE, CANDIDAT DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE, ASSASSINE

ANKARA (ITA) - La violence politique qui a provoqué l'assassinat de 738 personnes pendant les 11 mois de pouvoir du gouvernement actuel, a frappé dernièrement un autre professeur d'université, le Docteur Necdet Bulut.

Le 26 novembre 1978, le Professeur Docteur Necdet Bulut, Directeur du Département Informatique de l'Université Technique, roulant vers la ville de Trabzon tomba dans une embuscade. Des personnes armées non-identifiées criblèrent le professeur de balles. Le Docteur Bulut était le candidat du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) pour le Parlement aux élections législatives de 1977. Sa femme, Madame Neşe Bulut qui est membre du comité exécutif local du parti et son fils ont aussi été blessés par des balles.

Malgré les deux opérations, le docteur Bulut est mort le 8 décembre 1978 à l'hôpital à Ankara. ./.

Comme on le sait, les tueurs fascistes avaient déjà assassiné 7 membres du même parti à Ankara, la nuit du 8 au 9 octobre 1978.

Après ce nouvel assassinat, toutes les organisations démocratiques ont protesté à nouveau contre l'attitude peu ferme du gouvernement envers les organisations fascistes et lui ont demandé de prendre immédiatement des mesures efficaces.

La liste chronologique des 92 assassinats politiques jusqu'au 10 décembre 1978 est la suivante:

- 17 NOV: A Bursa, l'étudiant Hüseyin Şarbalkanlı, blessé précédemment meurt à l'hôpital.
 A İstanbul, le prisonnier politique de gauche Kazım Düzgünoglu est poignardé à mort par un autre prisonnier connu comme "Loup Gris".
 A Adana, l'étudiant de gauche Ali Karakız est abattu par des Loups Gris.
 A Diyarbakır, Mehmet Alasta, blessé précédemment meurt à l'hôpital.
 A İstanbul, Halil Sucu, de droite, est abattu.
 Encore à İstanbul, les étudiants de gauche Muhsin Alkan et Aziz Çolak sont tués par des Loups Gris. Un autre étudiant, Gürsel Bakır est aussi retrouvé mort.
- 18 NOV: A Adana, Suphi Bakır, de gauche, est criblé à mort par balles.
 A Ankara, Muharrem Ertürk est retrouvé mort avec les blessures de balles sur la tête.
 A İstanbul, Yaşar Çankılıç, de droite, est abattu dans un café.
 A İstanbul, Metin Yıldırım Türk, connu comme l'un des leaders d'un groupe armé de gauche est retrouvé mort dans une maison.
- 19 NOV: A İstanbul, Nurettin Altaylı, de gauche, est retrouvé mort.
 A Ankara, l'étudiant Pamir Bayram est tué par des Loups Gris.
- 20 NOV, A Urfa, l'étudiant Ramazan Çiyak est abattu pendant un conflit armé entre deux groupes rivaux.
 A Ankara, l'ingénieur Necip Altınok, connu comme un élément de l'Organisation de Contre-Guérilla est abattu par des personnes non-identifiées.
 A İstanbul, le menuisier Ramazan Üstün et l'ouvrier Yedigâr Eker sont tués lors qu'un groupe armé ouvre le feu sur un café.
- 21 NOV: A Adana, l'ouvrier Hüseyin Bilir est abattu par des Loups Gris.
 A Diyarbakır, l'enseignant Musa Akın est tué dans la rue.
 A Mersin, une personne non-identifiée est trouvée morte.
- 22 NOV: A Çekirdag, le prisonnier de gauche Nurettin Karahan est abattu par un autre prisonnier, de droite, dans la prison de la ville.
 A Siverek, l'ingénieur Ferit Uzun est abattu par ses opposants.
 A İstanbul, l'ingénieur de gauche Kemâl Öztürk est attaqué et tué dans son bureau par des inconnus.
 A İstanbul, Ali İhsan Özgür, éditeur du quotidien Politika, est torturé à mort par des personnes de droite et son corps est trouvé dans une voiture volée.
- 24 NOV: A Ankara, l'étudiant d'université Özcan Turgut, blessé précédemment par des Loups Gris meurt à l'hôpital.
- 25 NOV: A Bingöl, Hasan Sevim, supporter du Parti Républicain du Peuple (CHP) est abattu par des gens de droite avec les mitraillettes.
 A Kozan, l'apprenti Gürsel Taşyürek, âgé de 14 ans, est tué par balles en passant d'un lieu où s'affrontent deux groupes armés.
- 26 NOV: A Samsun, l'étudiant de droite Metin Yegilirmak est abattu par un autre étudiant de droite pendant une discussion politique.
 A Gaziantep, l'étudiant Necati Ökçe est abattu par des Loups Gris pour avoir déclaré qu'il n'est de gauche ni de droite.
 A İstanbul, l'ouvrier Mustafa Kocaibrahimoglu est abattu pendant un conflit armé entre des étudiants et la police.
 A İstanbul, l'étudiant Mithat Kandırmir est tué par des Loups Gris lors qu'il colle des affiches d'un groupe de gauche.
 A İstanbul, le policier Ali Rıza Baydilli est abattu et un autre policier, Hikmet Çavdaroglu est blessé pendant un hold-up. Çavdaroglu mourra quelques jours plus tard.

- 27 NOV: A Elbistan, le fermier Güzel Dogan, âgé de 45 ans, est abattu par un loup gris.
A Adana, l'ingénieur Ibrahim Ozsoy est abattu par des Loups Gris.
A Erzincan, l'ouvrier Ethen Yilmaz est tué lors qu'une bombe est explosée devant sa porte.
- 28 NOV: A Erzincan, la ménagère Fadime Yilmaz, âgée de 45 ans, est tué pendant l'explosion d'une bombe placée devant sa maison.
A Ankara, Yener Demirel est abattu par des personnes de droite.
Encore à Ankara, Veysel Yilmaz est retrouvé mort.
- 29 NOV: A Urfa, quatre personnes, dont les deux connus comme de droite, Yasar Magat et Mustafa Magat, et les deux connus comme de gauche, Serdar Ercan et Ömer Binici, sont abattues par ses adversaires politiques.
A Adana, le policier Ergün San est abattu par deux tireurs lors qu'il essaye de les empêcher de distribuer des tracts politiques.
Encore à Adana, Sefer Ögrenmiş, connus comme de gauche, est abattu.
A Samsun, l'ouvrier Mehmet Yıldız est abattu lors qu'il passe d'une place où s'affrontent deux groupes politiques rivaux.
A Ekişehir, l'étudiant de gauche Nedim Akgün, âgé de 16 ans, est retrouvé mort. La police affirme qu'il était tué par des Loups Gris sous la torture.
A Diyarbakır, l'étudiant Süleyman Ören est abattu.
A Izmir, une femme de 28 ans est poignardée à mort.
A Gaziantep, Madame Hani Sağlam, épouse d'une personne de gauche est abattue par une personne de droite lors qu'elle allaite son enfant.
A Istanbul, Ekrem Bahiç de 25 ans est retrouvé poignardé à mort dans un hôtel.
A Akhisar, Halil Kiliç est retrouvé mort dans le fétot.
- 30 NOV: A Kilis, l'étudiant d'une école professionnelle Alaattin Güvönlü, connu comme de droite, est abattu dans la rue.
A Diyarbakır, Ramazan Parmaksız, de droite, est abattu par un autre individu de droite pendant une discussion politique.
A Istanbul, Adil Ünal est poignardé à mort par des inconnus.
- 1 DEC: A Ankara, l'employé municipal Satılmış Coşkun est abattu par une personne non-identifiée.
A Istanbul, le journaliste Cengiz Polathan est battu à mort.
- 2 DEC: A Hilvan, Mustafa Bayık, âgé de 16 ans, et Nihat Bayar, âgé de 14 ans, parents d'un maire, sont abattus par des individus inconnus.
A Bingöl, le policier Saadettin Erkan est abattu par des tireurs lors qu'il patrouille.
A Gaziantep, Dinçor Sağlı, directeur d'un lycée, est abattu par des inconnus devant sa maison.
A Elazığ, l'ouvrier Kazım Yıldız est poignardé à mort par 5 tireurs.
A Elazığ, Zeki Yılmaz, de gauche, est abattu en faisant ses achats.
A Adana, une résidence d'étudiants est attaquée par des Loups Gris et l'étudiant de gauche Emin Sengül est abattu. Dans un autre quartier de la ville, des Loups Gris tuent un autre étudiant de gauche, Kemal Pehlivan.
A Elazığ, l'étudiant de gauche Hüseyin Karayilan est abattu par des Loups Gris.
- 3 DEC: A Istanbul, le corps d'un homme assassiné et non-identifié est trouvé.
A Kayseri, le gardien d'usine Mehmet Nigdelioğlu, âgé de 55 ans, est abattu par des inconnus.
A Rize, Osman Civelek est retrouvé mort.
- 4 DEC: A Malatya, l'enseignant de gauche Ramazan Oran est abattu.
A Istanbul, les tireurs masqués abattent Hayrettin Akgül.
Encore à Istanbul, Abdurrahman Güneş est retrouvé mort.
A Elazığ, deux étudiants, Mirat Balkaş et Mehmet Gökalp, sont abattus pendant un conflit armé entre un groupe d'étudiants et la police.
La-dessus, des Loups Gris lancent unecampagne de terreur dans la ville en attaquant les maisons et les offices des gens progressistes, et tuent l'ouvrier Hüseyin Korucu, Tefik Özdenir, Baki Akgün et Z.Şengül.

- 5 DEC: A Izmir, l'étudiant Ramazan Akin, blessé précédemment meurt à l'hôpital
- 6 DEC: A Izmir, deux policiers, Memduh Kılıç et Hüseyin Karataş sont abattus lors qu'ils essaient de contrôler les identités de deux suspects.
A Adana, le libraire Idris Çelik, blessé précédemment par des Loups Gris meurt à l'hôpital.
- 7 DEC: A Adana, l'étudiant de gauche Nadir Ugurel est abattu par 2 inconnus. Encore à Adana, Mustafa Karacan, blessé précédemment meurt à l'hôpital
A Elazığ, le marchand Ali Bilir est abattu par des inconnus.
- 8 DEC: Le professeur Necdet Bulut meurt à l'hôpital.
A Ankara, Osman Söylü, âgé de 50 ans, est poignardé à mort.
A Adana, Mahmut Beyazıtoglu est abattu en passant d'un lieu où s'affrontent deux groupes armés.
A Mardin, le pensionné Ata Pehlivanoglu est abattu en montant dans une voiture.
A Kayseri, l'étudiant Atilla Kaytanca est retrouvé mort avec les traces de torture et les blessures de balles sur son corps.
- 10 DEC: A Istanbul, l'étudiant d'université de gauche Hüseyin Öznur est abattu par deux tireurs qui attaquent un magasin.

D'autre part, les groupes de droite poursuivent ses attaques sur les locaux du Parti Ouvrier de Turquie (TIP). Le 18 novembre 1978, le local de l'organisation de Kayseri, le 4 décembre 1978, le local de l'organisation de Kartal à Istanbul et le 5 décembre 1978, le local de l'organisation d'Ankara ont été attaqués par des Loups Gris. (C-M-DN-IT-DG'H.O-11/12)

LE DISK SUSPEND L'AFFILIATION DE QUATRE SYNDICATS

ISTANBUL (ITA) - A l'appel de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK), toutes les organisations progressistes se sont réunies et ont commencé à préparer des actions contre l'escalade du fascisme en Turquie. 33 organisations démocratiques ont adopté une plate-forme démocratique commune pour les actions futures.

Malgré cela, quoique ces organisations s'étaient mises d'accord pour employer les mêmes slogans et respecter les règles de la lutte commune, quatre organisations syndicales ont été accusées ensuite par l'administration de la DISK d'avoir enfreint cet accord et d'avoir employé d'autres slogans imposés par certaines fractions politiques.

En raison de ces accusations, quatre organisations syndicales, le Syndicat des Metallurgistes (Maden-İş), le Syndicat des Employés de Banque (Bank-Sen), le Syndicat des Travailleurs de la Reconstruction (Bay-Sen) et le Syndicats des Mineurs (Yeraltı Maden-İş) ont été convoqués devant le conseil disciplinaire de la confédération et leur affiliation a été suspendue pour une période indéfinie.

Ces syndicats, à l'exception du dernier, sont reconnus comme orientés par une fraction politique qui a déjà provoqué une scission dans la DISK et en conséquence a été expulsé du comité exécutif de la confédération. Malgré cette défaite, elle a continué ses activités qui mettent en danger l'unité de la classe ouvrière. (Voir: BULLETIN, janvier 1978; juin 1978).

Néanmoins, la décision de suspendre leur affiliation est aussi critiquée par ceux qui disent que cette mesure est néfaste dans une période où l'unité de toutes les forces démocratiques est vitale et que même ceux qui font des erreurs ne devraient pas être exclus d'une plate-forme de lutte commune.

D'un autre côté, l'Union des Barreaux Turcs et des associations de juristes ont produit de nouvelles déclarations critiquant de nouvelles mesures que le gouvernement veut édicter.

Ils proclament que ces mesures sont en contradiction avec l'esprit démocratique de la Constitution et vont restreindre les droits et les libertés fondamentales. (C-M-DG-İİO-15/12)